


# Services de laboratoire Nos racines... notre avenir.



Échantillon

Test

## Rapport

Un laboratoire sera toujours un laboratoire. Que nous effectuions des tests sur des patients, sur des médicaments ou sur des produits de consommation, le processus demeure le même : **échantillonner, tester et rapporter**. Nous avons fait croître notre entreprise en produisant des résultats fiables et nous continuerons notre croissance de la même manière.



**WARNEX**

Troisième trimestre 2010

## **Analyse de la direction**

L'analyse de la direction fournit une rétrospective du rendement de notre Société et devrait être lue avec les états financiers non vérifiés pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010 et les notes afférentes qui figurent dans le présent document. L'analyse compare les résultats du troisième trimestre de 2010 avec ceux de 2009 et présente des informations additionnelles afin de mieux connaître nos activités. Cela comprend une description des occasions d'affaires, des éléments et des facteurs de risque susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs. Les renseignements contenus aux présentes comprennent les faits importants en date du 11 novembre 2010, date à laquelle le conseil d'administration de la Compagnie a approuvé l'analyse.

Les états financiers ci-joints ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada. Sauf avis contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en devises canadiennes.

Des informations additionnelles relatives à notre Société, incluant notamment la Notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## **Déclarations prospectives**

Certaines déclarations contenues dans la présente Analyse de la direction sont de nature prospective, et sont assujetties à de nombreux risques et incertitudes, connus et inconnus. Pour plus d'information portant sur des risques et incertitudes connus, relatifs aux ressources financières, aux risques de liquidité, aux clients et partenaires importants, aux risques relatifs au crédit, aux devises étrangères, à la réglementation gouvernementale, aux installations de laboratoire, à la volatilité du cours de nos actions, aux employés, aux fournisseurs, et d'autres facteurs importants qui pourraient se traduire par un écart considérable entre les résultats réels et les résultats évoqués, nous vous référons à la rubrique Risques et incertitudes, dans la présente Analyse de la direction. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer de manière importante des résultats anticipés exprimés dans ces déclarations prospectives.

## **Survol**

Warnex est une entreprise de sciences de la vie qui se consacre à la protection de la santé publique en offrant des services de laboratoire aux secteurs pharmaceutique et de la santé. Warnex services analytiques offre aux sociétés pharmaceutiques et biotechnologiques un éventail de services de contrôle de la qualité, notamment des services de chimie, de chromatographie, de microbiologie, de développement et de validation de méthodes, ainsi que des études de stabilité. Warnex services bioanalytiques se spécialise dans les études de biodisponibilité et de bioéquivalence pour les essais cliniques. Warnex laboratoires médicaux fournit des analyses spécialisées pour l'industrie de la santé ainsi que des services pharmaceutiques et de laboratoire central. Warnex services PRO-ADN offre des tests d'identification par ADN pour déterminer la paternité, la maternité et d'autres liens familiaux, ainsi que pour des fins d'immigration et médico-légaux. Warnex a trois installations situées à Laval et Blainville, Québec, et à Thunder Bay, Ontario. Les actions de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole WNX.

En juin 2009, la Société a acquis les actions de Molecular World Inc. et a changé son nom subséquemment pour Warnex services PRO-ADN inc. Les opérations de cette filiale sont incluses dans la division de laboratoires médicaux.

## Unités d'affaires stratégiques

Nos activités sont regroupées en ces unités d'affaires stratégiques :

Unités d'affaires	Activités
Services analytiques	Offre des services de contrôle de la qualité aux secteurs pharmaceutique et biotechnologique, incluant des services de chimie, de chromatographie, de microbiologie, de développement de méthodes et de validation, ainsi que des études de stabilité. Ces services incluent la détermination des propriétés physiques, chimiques et microbiologiques des ingrédients, en plus de vérifier les ingrédients actifs des produits finis.
Services bioanalytiques	Aide les sociétés pharmaceutiques fabriquant des produits innovateurs et génériques ainsi que les sociétés biotechnologiques dans le développement de nouveaux produits pharmaceutiques en réalisant des études de biodisponibilité et de bioéquivalence lors d'études cliniques.
Laboratoires médicaux	Offre aux secteurs de la santé et pharmaceutique des services spécialisés de tests de laboratoire incluant le test de dépistage prénatal Prénatest <sup>MD</sup> . Cette division offre également des tests génétiques, des services pharmacogénétiques et d'identification humaine par ADN incluant l'analyse d'ADN médico-légale.

## Faits saillants de la Société

### Faits saillants opérationnels

- Revenus de 5,5 millions \$ au troisième trimestre comparativement à 4,7 millions \$ pour le même trimestre l'an dernier, représentant une augmentation de 19 %.
- Warnex, l'Institut de Cardiologie de Montréal (ICM) et CEPMED (Centre d'excellence en médecine personnalisée) collaborent au développement d'un nouveau test diagnostique pour la détection précoce de maladies cardiovasculaires et métaboliques. Il est attendu que ce test rendra possible un traitement davantage personnalisé de maladies telles que l'athérosclérose et le diabète. Le développement de ce test, financé en partie par CEPMED, sera effectué par Warnex en collaboration avec le Dr Éric Thorin, chercheur à l'ICM.

### Bilan

- 14,0 millions \$ d'actif total et 2,8 millions \$ d'avoir des actionnaires
- 0,1 million \$ d'investissement en immobilisations corporelles
- 0,1 million \$ d'investissement en logiciels
- Espèces et quasi-espèces de 44 859 \$
- 0,3 million \$ utilisé de nos ententes bancaires à court terme de 2,0 millions \$

### États des résultats et des résultats étendus

- Revenus de 5,5 millions \$ (4,7 millions \$ en 2009). Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, les revenus étaient de 17,0 millions \$ (17,6 millions \$ en 2009).
- Bénéfice net de 5 569 \$ (perte nette de 0,8 million \$ en 2009). Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, la perte nette totalisait 0,8 million \$ (26 700 \$ en 2009).
- Bénéfice net de 0,00 \$ par action (perte nette 0,01 \$ par action en 2009). Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, la perte nette totalisait 0,01 \$ par action (0,00 \$ par action en 2009).

- Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (BAIIA ajusté), tel que défini dans la section de performance financière de ce rapport, de 0,6 million \$ ((0,4) million \$ en 2009). Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, le BAIIA ajusté totalisait 1,1 million \$ (1,7 million \$ en 2009).

### Objectifs de la direction

Notre but est de créer de la valeur pour nos actionnaires, en établissant des services de laboratoire pharmaceutique et médical solides et rentables. Les objectifs de 2010 sont présentés ci-après.

#### Objectifs de 2010

- Atteindre la profitabilité en augmentant les revenus, en gérant les dépenses et en améliorant la productivité
- Restructurer notre bilan
- Augmenter les efforts en développement des affaires dans toutes les divisions afin d'augmenter les revenus et élargir nos marchés géographiques
- Évaluer de nouvelles opportunités d'affaires, incluant des acquisitions stratégiques, afin d'élargir notre gamme de services et d'augmenter notre masse critique

### Performance financière

#### Résultats opérationnels pour les trois mois terminés le 30 septembre 2010 par rapport aux trois mois terminés le 30 septembre 2009

Le tableau suivant donne certaines données financières extraites des états financiers non vérifiés :

	Revenus			Bénéfice net (perte nette)		
	T3 2010 \$	T3 2009 \$	Écart \$	T3 2010 \$	T3 2009 \$	Écart \$
Analytiques	2 610 859	2 947 033	(336 174)	238 071	464 096	(226 025)
Bioanalytiques	1 562 157	531 121	1 031 036	349 917	(875 166)	1 225 083
Médicaux	1 303 094	1 114 418	188 676	280 008	378 447	(98 439)
Gestion	62 012	63 833	(1 821)	(862 427)	(750 174)	(122 253)
Total	5 538 122	4 656 405	881 717	5 569	(782 797)	788 366

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010, les revenus ont atteint 5 538 122 \$ (4 656 405 \$ en 2009), soit une augmentation de 19 % par rapport à l'an dernier.

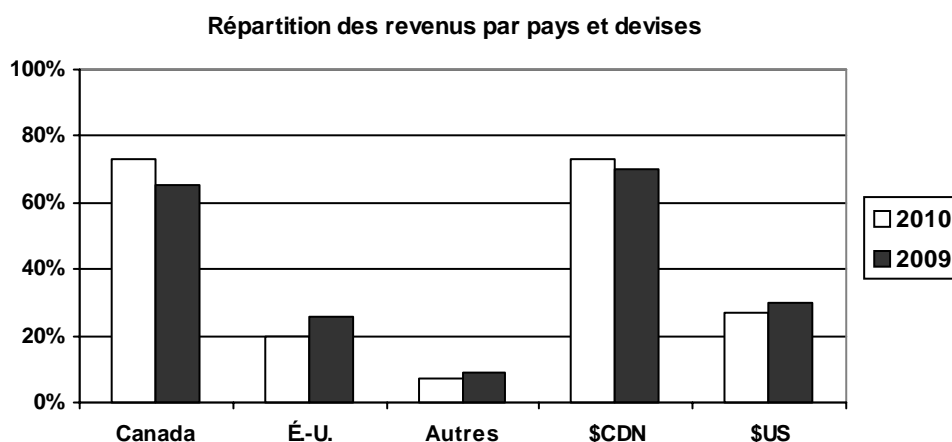
Les revenus de la division Services analytiques ont diminué de 11 %, passant de 2,9 millions \$ en 2009 à 2,6 millions \$ en 2010. Le laboratoire analytique de Laval a généré 1,1 million \$ au cours du trimestre (1,3 million \$ en 2009) et la division Neopharm à Blainville a généré 1,5 million \$ (1,6 million \$ en 2009). Cette baisse est principalement due à une réduction du volume provenant de clients majeurs au cours de cette période. Nous continuons nos efforts en développement des affaires dans cette division afin d'augmenter nos revenus provenant de nos clients existants et de nouveaux clients.

Les revenus de la division Services bioanalytiques ont augmenté de 194 %, passant de 0,5 million \$ en 2009 à 1,6 million \$ en 2010. Cette augmentation est due à une augmentation importante du volume même si le prix moyen par analyse a diminué comparativement à la même période de l'an dernier. Nous continuons nos efforts en développement des affaires dans cette division afin d'augmenter nos revenus provenant de nos clients existants et de nouveaux clients.

Les revenus de la division Laboratoires médicaux ont augmenté de 17 %, passant de 1,1 million \$ en 2009 à 1,3 million \$ en 2010. Les revenus du dépistage prénatal ont augmenté de 1 %, de diagnostics moléculaires ont augmenté de 48 % et des contrats pharmacogénétiques ont augmenté de 118 % comparativement à l'an dernier. L'acquisition de Molecular World Inc., conclu le 12 juin 2009, a contribué des revenus de 0,1 million \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2010.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, les revenus ont atteint 17 001 218 \$ (17 635 534 \$ en 2009).

Pour la période de neuf mois, la proportion des revenus générés par des clients canadiens a augmenté à 73 % en 2010 comparativement à 65 % en 2009. La proportion des revenus générés par des clients américains a diminué à 20 % en 2010 alors qu'elle était de 26 % en 2009 et la proportion provenant des clients étrangers a diminué à 7 % en 2010 alors qu'elle était de 9 % en 2009. La proportion des revenus totaux générés en dollars américains était moins élevée que l'an dernier, soit 27 % en 2010 versus 30 % en 2009.



Le bénéfice brut pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010 totalisait 1 297 622 \$ ou 23 % des revenus (398 720 \$ ou 9 % des revenus en 2009). L'augmentation de 898 902 \$ du bénéfice brut est expliqué principalement par l'augmentation des revenus dans la division Services bioanalytiques comparativement à la même période l'an dernier. Le bénéfice brut pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010 totalisait 3 893 815 \$ ou 23 % des revenus (4 508 730 \$ ou 26 % des revenus en 2009), soit une baisse de 614 915 \$.

Les dépenses de ventes, d'administration, de frais financiers ainsi que les crédits d'impôts à la recherche et au développement se résument de la façon suivante :

	<b>T3 2010</b>	<b>T3 2009</b>	<b>Écart</b>
	\$	\$	\$
Ventes et administration	1 615 748	1 323 933	291 815
Frais financiers	278 365	278 259	106
Crédits d'impôts à la recherche et au développement	(473 235)	(51 222)	(422 013)
<b>Total</b>	<b>1 420 878</b>	<b>1 550 970</b>	<b>(130 092)</b>

Les frais de ventes et d'administration totalisaient 1 615 748 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010 (1 323 933 \$ en 2009). L'augmentation de 291 815 \$ s'explique principalement par un investissement accru dans notre force de ventes, des frais professionnels liés à la transition aux Normes internationales d'information financière (IFRS), des frais de consultation liés aux réclamations de crédits d'impôts et une augmentation de la dépense de salaires, malgré une réduction des autres dépenses par rapport à l'an dernier. La proportion des frais de ventes et d'administration en relation avec les revenus était semblable à l'an dernier à 29 % en 2010 (28 % en 2009). Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, les frais de ventes et d'administration totalisaient 4 713 174 \$ (4 286 844 \$ en 2009).

Les frais financiers pour le trimestre étaient semblables à l'an dernier à 278 365 \$ (278 259 \$ en 2009). Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, les frais financiers totalisaient 832 758 \$ (902 284 \$ en 2009), soit une baisse de 69 526 \$.

Les crédits d'impôts de recherche et développement ont totalisé 473 235 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010 (51 222 \$ en 2009). L'augmentation de 422 013 \$ s'explique principalement par les ajustements d'années précédentes pour un montant de 275 735 \$ et pour la période actuelle pour un montant de 197 500 \$ basé sur les avis de cotisation reçus. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, les crédits d'impôts de recherche et développement ont totalisé 799 235 \$ (51 222 \$ en 2009), soit une augmentation de 748 013 \$.

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010, le bénéfice net totalisait 5 569 \$ ou 0,00 \$ par action (perte nette de 782 797 \$ ou 0,01 \$ par action en 2009). Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, la perte nette totalisait 780 300 \$ ou 0,01 \$ par action (26 700 \$ ou 0,00 \$ par action en 2009).

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2010, le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (BAIIA ajusté) était de 571 411 \$ ((354 517) \$ en 2009), soit une augmentation de 925 928 \$. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, le BAIIA ajusté était de 1 105 744 \$ (1 687 871 \$ en 2009), soit une baisse de 582 127 \$. Cette baisse est principalement due aux revenus et bénéfices bruts moins élevés au premier trimestre de 2010 par rapport à celui de 2009.

Le BAIIA ajusté est une mesure financière non conforme aux PCGR et n'a aucune signification normalisée préconisée par les PCGR et, par conséquent, elle est peu susceptible d'être comparée à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Pour la période analysée, elle est calculée de la façon suivante :

	<b>T3 2010</b>	<b>T3 2009</b>	<b>Écart</b>
	\$	\$	\$
Bénéfice net (perte nette)	5 569	(782 797)	788 366
Frais financiers	278 365	278 259	106
Revenus d'intérêts	(2 757)	(3 208)	451
Amortissements	374 809	431 937	(57 128)
Gain de change non matérialisé sur débentures	(128 825)	(369 453)	240 628
Perte de change non matérialisé sur les éléments du fonds de roulement	44 209	90 532	(46 323)
Coût de rémunération lié aux options d'achat d'actions	41	213	(172)
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>571 411</b>	<b>(354 517)</b>	<b>925 928</b>

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2010, il est calculé de la façon suivante :

	2010 \$	2009 \$	Écart \$
Perte nette	(780 300)	(26 700)	(753 600)
Frais financiers	832 758	902 284	(69 526)
Revenus d'intérêts	(5 728)	(12 605)	6 877
Amortissements	1 113 215	1 236 308	(123 093)
Gain de change non matérialisé sur débetures	(72 582)	(602 476)	529 894
Perte de change non matérialisé sur les éléments du fonds de roulement	28 132	170 255	(142 123)
Coût de rémunération lié aux options d'achat d'actions	(9 751)	20 805	(30 556)
<b>BAlIA ajusté</b>	<b>1 105 744</b>	<b>1 687 871</b>	<b>(582 127)</b>

Pour le calcul du BAlIA ajusté, la Société inclut les gains et/ou pertes de change non matérialisés.

### Bilan

Le bilan de la Société au 30 septembre 2010 présente 14,0 millions \$ d'actif total (15,5 millions \$ en décembre 2009), (6,2) millions \$ de fonds de roulement (0,4 million \$ en décembre 2009), 2,8 millions \$ d'avoir des actionnaires (3,6 millions \$ en décembre 2009), 44 859 \$ d'encaisse (0,9 million \$ en décembre 2009) de même que 0,3 million \$ d'emprunt bancaire (néant \$ en décembre 2009). En 2010, la Société a également investi 0,1 million \$ en immobilisations corporelles et 0,1 million \$ en logiciels.

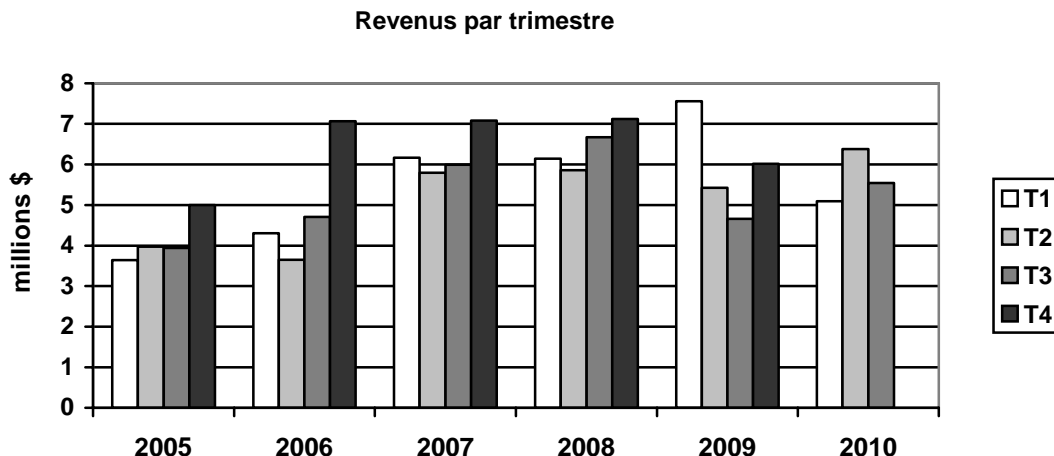
### Résultats trimestriels sommaires

Les tableaux suivants présentent certains extraits des états des résultats trimestriels :

	Revenus			Bénéfice net (perte nette)		
	2010 \$	2009 \$	2008 \$	2010 \$	2009 \$	2008 \$
T1	5 090 670	7 557 655	6 141 566	(797 164)	1 102 757	(286 322)
T2	6 372 426	5 421 474	5 858 423	11 295	(346 660)	1 520 417*
T3	5 538 122	4 656 405	6 669 833	5 569	(782 797)	511 610
T4		6 011 453	7 116 899		(137 548)	627 352
<b>Total</b>		<b>23 646 987</b>	<b>25 786 721</b>		<b>(164 248)</b>	<b>2 373 057*</b>

\*Comprend un gain sur extinction de dette de 1 814 192 \$.

	Bénéfice net (perte nette) par action			Bénéfice net (perte nette) dilué par action		
	2010 \$	2009 \$	2008 \$	2010 \$	2009 \$	2008 \$
T1	(0,01)	0,02	(0,01)	(0,01)	0,01	(0,01)
T2	0,00	(0,01)	0,03	0,00	(0,01)	0,02
T3	0,00	(0,01)	0,01	0,00	0,00	0,01
T4		0,00	0,01		0,00	0,01
<b>Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,04</b>		<b>0,00</b>	<b>0,03</b>



### Liquidités et ressources en capital

Les activités commerciales des divisions de services de Warnex ont été financées par leurs propres fonds autogénérés, l'utilisation de facilités de crédits bancaires, de débetures et des contrats de location-acquisition avec des fournisseurs d'équipements.

En mai 2008, la Société a éteint sa dette d'une valeur nominale de 11 345 000 \$ avec les détenteurs de débetures existants. La Société a ensuite signé des nouveaux accords avec les mêmes prêteurs qui comprennent les termes et conditions suivants :

- Élimination du taux de conversion fixe de 1,369 prévu aux débetures libellées en devises américaines, diminuant ainsi la valeur nominale de la dette de 6 845 000 \$CAN à 5 000 000 \$US;
- Conversion d'une somme totale de 1 830 200 \$ de valeur nominale en actions ordinaires de Warnex;
- Remboursement d'une somme totale de 1 333 333 \$ de valeur nominale à la date de la clôture;
- Une somme totale de 6 333 333 \$ de valeur nominale à être remboursée dans trois ans;
- Augmentation du taux d'intérêt des débetures libellées en devises américaines à 12 % par année;
- Réduction du prix d'exercice de 3 963 729 bons de souscription à 0,25 \$ et extension du terme de 1 570 983 bons de souscription pour une durée additionnelle de deux ans.

En 2008, la Société a émis 12 343 316 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action suite à la conversion de débetures.

En juin 2008, un détenteur de débenture convertible et non garantie a converti 15 000 \$ en 100 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action.

En août et septembre 2009, un détenteur de débenture convertible et non garantie a converti 120 000 \$ en 800 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action.

La Société a signé une entente avec le Mouvement des caisses Desjardins pour des services financiers et bancaires, tel qu'annoncé le 6 mai 2008. Dans le cadre de cette entente, Warnex a obtenu un financement totalisant 4 millions \$, incluant une ligne de crédit renouvelable de 2 millions \$ et une dette à terme de 2 millions \$. En juin 2009, la Société a obtenu un nouveau financement à terme de 350 000 \$, qui a été utilisé lors de l'acquisition de Molecular World Inc.

En juin 2009, la Société a renouvelé son entente de financement qui a demeuré inchangé sauf pour les clauses restrictives financières.

Au 31 décembre 2009, la Société ne respectait pas les clauses restrictives stipulées dans les ententes de financement relatives au ratio de fonds de roulement et au ratio annuel de couverture du service de la dette. Au 30 septembre 2010, la Société ne respecte pas la clause restrictive stipulée dans les ententes de financement relative au ratio de fonds de roulement. Le prêteur n'a pas émis une lettre de tolérance à cet égard à cette date.

En juin 2010, la Société a signé des accords avec certains détenteurs de débetures afin de modifier les dates d'échéance. La Société analyse présentement ses besoins en liquidité et évalue les alternatives concernant la structure des débetures, la recherche de nouveaux investisseurs ou tout autre stratégie de financement.

Au 30 septembre 2010, la Société ne respecte pas ses ratios bancaires et présente un fonds de roulement négatif dû au fait que les débetures viennent à échéance en juillet 2011. Notre banque n'a pas émis de lettre de tolérance relativement aux défauts au 30 septembre 2010. Sans refinancement des dettes, les obligations monétaires engagées par la Société excèdent les espèces en main et les flux monétaires opérationnels prévues au cours des douze prochains mois. Par conséquent, la capacité de la Société de poursuivre ses activités dépend de sa capacité de conclure de nouveaux termes de financement avec les détenteurs d'obligations et de s'entendre sur des ratios acceptables avec sa banque ou de trouver des alternatives de financement.

La Société a eu des discussions et des négociations avec les détenteurs de débetures qui ont démontré leur volonté de travailler avec nous dans l'identification de solutions à long terme pour la Société. Nous avons également eu des discussions avec des institutions financières pour refinancer la dette. À la date de ce rapport, ces négociations ne sont pas encore complétées.

Une fois la restructuration du bilan complété, la Société sera en mesure de poursuivre son plan d'affaires et de financer sa croissance anticipée avec ses fonds auto générés. La Société pourrait avoir besoin de capital additionnel si la croissance est plus rapide que prévue ou s'il y a des acquisitions.

Le Conseil d'administration de Warnex a mis en oeuvre une politique d'investissement régissant les activités d'investissement de nos fonds. La Société investit, s'il y a lieu, uniquement dans des titres liquides de première qualité, ayant des dates d'échéance variées. Au 30 septembre 2010, la Société avait 45 859 \$ en encaisse (0,9 million \$ en 2009) et avait utilisé 0,3 million \$ de son emprunt bancaire (néant \$ en décembre 2009). La Société n'investi pas dans les papiers commerciaux adossés à des actifs.

Le tableau suivant présente les obligations contractuelles des cinq prochaines années :

<b>Paiements échus selon la période</b>	<b>Moins d'un an \$</b>	<b>1 - 3 ans \$</b>	<b>4 - 5 ans \$</b>	<b>Plus de 5 ans \$</b>
Dette à long terme <sup>(1)</sup>	709 960	-	-	-
Bail – location-acquisition	485 056	87 500	-	-
Bail – location exploitation <sup>(2)</sup>	720 199	1 492 075	1 418 166	1 654 526
Obligations d'achat	33 894	40 673	-	-
Débeture non convertible	843 000	-	-	-
Débetures convertibles <sup>(3)</sup>	5 485 325	-	-	-
<b>Total</b>	<b>8 277 434</b>	<b>1 620 248</b>	<b>1 418 166</b>	<b>1 654 526</b>

Note 1: Au le 30 septembre 2010, la Société ne respecte pas une clause restrictive de son entente bancaire. Conséquemment, tous les prêts bancaires à terme sont présentés à titre de passif à court terme.

Note 2: Bail – location-exploitation de plus de 5 ans inclut majoritairement le paiement des contrats de location d'immeubles jusqu'en 2018.

Note 3: Les débetures convertibles peuvent être converties en actions de Warnex à leur échéance ou avant.

Note 4: La Société n'a pas souscrit à du financement hors bilan.

### **Opérations entre parties apparentées**

Au cours de la période, la Société a payé 1 000 \$ par mois pour un total de 9 000 \$ (9 000 \$ en 2009) au président du Conseil d'administration de la Société pour des services rendus reliés à des mandats spécifiques relatifs aux diverses divisions opérationnelles de la Société.

Ces transactions sont comptabilisées à leur valeur d'échange, ce qui correspond à la considération déterminée et négociée entre les parties apparentées. Selon une politique de la Société, ces transactions doivent être approuvées par les directeurs indépendants du Conseil d'administration.

### **Estimations comptables importantes**

L'écart d'acquisition de 1,0 million \$ provient de l'acquisition de PRO-ADN Diagnostic inc. en mai 2006. La Société évalue régulièrement, et au moins annuellement, si une provision pour baisse de valeur permanente du montant de l'écart d'acquisition doit être ajustée aux résultats. Aucun ajustement n'était nécessaire au 30 septembre 2010.

### **Modifications comptables futures**

#### Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues de faire la transition des PCGR du Canada aux Normes internationales d'information financière (IFRS) aux fins de la présentation de l'information financière annuelle et intermédiaire des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011, et d'inclure des données comparatives.

La Société a établi un plan en vue du passage aux IFRS qui comprend essentiellement trois étapes : l'évaluation, la planification et la mise en œuvre. Un conseiller externe a été retenu en vue de travailler étroitement avec le personnel de la Société pour mener à terme le passage aux IFRS. Ce conseiller fournit de la formation périodique à la direction de la Société et il est prévu que cette formation se poursuivra tout au long du processus de transition, au besoin. Le Conseil d'administration et le Comité de vérification ont également reçu de l'information portant sur les IFRS.

L'étape de l'évaluation comprenait l'identification des principales différences entre les PCGR du Canada en vigueur et les IFRS qui sont pertinentes pour la Société ainsi qu'un examen de haut niveau des options possibles au moment de l'adoption. Cette étape a été terminée en 2009.

L'étape de la planification comprend l'identification, l'évaluation et le choix des méthodes comptables nécessaires pour permettre à la Société de faire la transition des PCGR du Canada aux IFRS ainsi que des exemptions possibles dans le cadre de la première adoption des IFRS. Cette étape a été entreprise au cours du deuxième semestre de 2009. La Société a terminé la plupart des évaluations prévues dans le cadre de cette étape et prévoit achever la réalisation de cette étape au début du quatrième trimestre. Cette étape prévoit l'évaluation des répercussions de la transition sur les systèmes de données ainsi que sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière et les contrôles et les procédures de communication de l'information. Elle prévoit également l'évaluation des besoins de formation additionnelle pour l'équipe des finances et les répercussions sur les activités commerciales, dont celles liées aux besoins de trésorerie, aux ententes bancaires et aux mécanismes de rémunération. La Société passe actuellement en revue ses différentes ententes et en modifie le contenu pour les IFRS. Dans le cadre des ententes bancaires en vigueur ainsi que des négociations en cours, la Société fera en sorte que toute nouvelle convention tiendra compte des IFRS comme cadre financier.

À l'étape de la mise en œuvre, toutes les solutions seront intégrées au système financier et aux processus sous-jacents de la Société qui sont nécessaires pour permettre à celle-ci de passer aux IFRS.

À ce jour, le processus de transition a permis d'identifier les problèmes éléments comptables importants suivants :

<b>Éléments comptables importants</b>	<b>Différences relevées pouvant avoir des répercussions pour la Société</b>
Présentation des états financiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Informations supplémentaires à fournir dans les notes afférentes aux états financiers.</li> <li>▪ La présentation des états financiers sera modifiée. La Société a pris certaines décisions en ce qui a trait à la présentation. Elle présentera une analyse des charges comptabilisées dans les résultats au moyen d'un classement établi selon la fonction. La Société croit que cette présentation fournira des renseignements les plus pertinents et fiables possible. De plus, la Société présentera tous les éléments figurant dans les produits et les charges comptabilisés dans une période dans un seul état du résultat global. Les décisions prises par la Société à l'égard de la présentation n'ont pas encore été approuvées par le Conseil d'administration.</li> <li>▪ La Société évalue encore les choix uniques qui s'offrent à elle dans le cadre de la transition.</li> <li>▪ L'évaluation et le choix des méthodes comptables sont en grande partie terminés.</li> <li>▪ La quantification des répercussions importantes est en cours.</li> <li>▪ Le conseiller externe a commencé à préparer un modèle pour les états financiers intermédiaires et annuels.</li> </ul>
Immobilisations corporelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Évaluation de l'incidence de l'approche par composantes sur les méthodes comptables : toutes les composantes importantes des immobilisations corporelles seront amorties selon leur durée d'utilité établie conformément aux IFRS.</li> <li>▪ Évaluation de l'incidence des différents principes de comptabilisation et d'évaluation, notamment les politiques d'amortissement et les valeurs résiduelles.</li> <li>▪ La Société procède encore à la compilation des données servant à identifier les ajustements nécessaires, s'il en est.</li> </ul>
Dépréciation d'actifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Regroupement des actifs en unités génératrices de trésorerie (UGT) sur la base de rentrées de trésorerie indépendantes aux fins des tests de dépréciation, lesquels sont effectués en utilisant une approche fondée sur la juste valeur ou la valeur d'utilisation (c.-à-d. la méthode de l'actualisation des flux).</li> <li>▪ Le goodwill sera alors alloué et testé sur la base de l'UGT ou du groupe d'UGT auquel il se rapporte.</li> <li>▪ La Société a identifié ses UGT et a terminé ses tests préliminaires de dépréciation à la transition aux IFRS. Compte tenu des résultats de ces tests, la Société n'a relevé aucune dépréciation relativement aux IFRS.</li> </ul>
Produits	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Analyse pour savoir si la Société évalue les produits à la juste valeur, si les éléments identifiables doivent être comptabilisés, et si les produits résultant de la prestation de services sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux.</li> <li>▪ La Société a provisoirement déterminé qu'aucun changement n'était nécessaire pour évaluer les produits à leur juste valeur, qu'aucun élément identifiable n'avait besoin d'être identifié et que la comptabilisation de tous les produits selon la méthode de l'avancement des travaux n'entraînerait pas de changement important. Cependant, à la suite de l'évaluation, la Société a modifié ses systèmes d'information afin d'évaluer les produits conformément aux IFRS. Cette modification n'a pas eu d'incidence importante.</li> </ul>
Contrats de location	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La Société a examiné tous les contrats de location existants et a provisoirement décidé qu'aucun ajustement n'était nécessaire.</li> </ul>

Paiements fondés sur des actions	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La charge de rémunération relative à l'attribution d'un paiement fondé sur des actions à des non-employés doit être évaluée à la juste valeur des services reçus. Les renoncations ne doivent pas être annulées ultérieurement s'il y a renoncation par la suite des instruments de capitaux propres acquis ou, dans le cas d'options sur actions, si les options ne sont pas exercées.</li> <li>▪ La Société a terminé son évaluation et a provisoirement déterminé qu'aucun ajustement n'était nécessaire.</li> </ul>
Provision	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Un seuil de probabilité différent est utilisé pour la comptabilisation des passifs éventuels, pouvant affecter le moment auquel une provision est comptabilisée.</li> <li>▪ La Société a provisoirement déterminé que l'application de cette norme n'aura pas d'incidence importante sur la Société.</li> </ul>
Instruments financiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La méthode comptable adoptée par la Société est de passer en charges les coûts de transaction lorsqu'ils sont engagés. Cette méthode est acceptable aux termes des PCGR du Canada, mais ne l'est pas aux termes des IFRS. Ce référentiel exige que les coûts de transaction soient portés en diminution des créances ou des capitaux propres auxquels ils sont affectés, et qu'ils soient amortis selon la méthode des intérêts effectifs. Compte tenu des calculs préliminaires, la Société a déterminé qu'un ajustement devra être apporté en raison des coûts de transaction engagés à l'égard de la dette à long terme et des obligations non garanties de la Société. Lors de la transition, la dette à long terme sera réduite d'environ 58 000 \$, les capitaux propres, d'environ 6 000 \$ et la perte, de 64 000 \$.</li> </ul>

De plus, la Société a identifié, selon l'IFRS 1, les exemptions optionnelles suivantes qui seront probablement sélectionnées, lesquelles doivent être approuvées par le Conseil d'administration :

Exemption pour les regroupements d'entreprises	L'IFRS 1 offre la possibilité d'adopter l'IFRS 3, <i>Regroupements d'entreprises</i> , de façon rétrospective ou prospective à compter de la date de transition. En cas d'application rétrospective, tous les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition aux IFRS devront faire l'objet d'un retraitement. La Société a provisoirement choisi ne pas appliquer rétrospectivement l'IFRS 3 aux regroupements d'entreprises réalisés avant sa date de transition; par conséquent, elle n'aura pas à retraiter ces regroupements d'entreprises. Tout goodwill découlant des regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition ne sera pas ajusté par rapport à la valeur comptable établie préalablement par suite de l'application de cette exemption.
Exemption pour les paiements fondés sur des actions	L'IFRS 2, <i>Paiements fondés sur des actions</i> , encourage l'application de ses dispositions aux instruments de capitaux propres ayant des droits acquis le ou avant le 7 novembre 2002, et permet l'application à des instruments de capitaux propres ayant des droits acquis après le 7 novembre 2002 seulement s'ils n'étaient pas encore acquis à la date de transition. La Société a initialement choisi d'avoir recours à l'exemption prévue en vertu de la norme IFRS 1 et d'appliquer l'IFRS 2 à tous les instruments de capitaux propres octroyés après le 7 novembre 2002 qui n'étaient pas encore acquis à la date de transition.

A l'heure actuelle, la Société tient compte de l'option, conformément à l'IFRS 1, d'évaluer, lors de la transition aux IFRS, certaines de ses immobilisations corporelles à la juste valeur et d'utiliser cette valeur à titre de coût présumé à cette date. La Société a retenu les services d'un évaluateur externe pour évaluer son matériel. La Société passera en revue ces évaluations afin de déterminer si l'option est avantageuse pour elle. Si la Société choisit de se prévaloir de cette option, le bilan d'ouverture reflètera une réévaluation unique de ses immobilisations corporelles à la juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Dans le cadre de l'analyse de l'incidence de l'application des IFRS qu'elle a entreprise, la Société a sélectionné ses méthodes comptables selon les IFRS et ses exemptions aux termes de l'IFRS 1, comme il est détaillé ci-dessus, sur une base préliminaire, sous réserve de l'approbation du Comité de vérification et du Conseil d'administration, laquelle devrait être reçue une fois que le projet d'états financiers selon les IFRS sera prêt. La Société a entamé ce processus.

La Société continuera de progresser dans son plan de basculement et de surveiller les nouveautés en matière de normes que pourraient publier l'IASB et le CNC. Elle prévoit terminer l'étape de la planification d'ici la fin de 2010 en tenant compte de ces modifications anticipées.

La Société ne prévoit pas de conséquences importantes sur ses activités commerciales ni de modifications importantes à son contrôle interne à l'égard de l'information financière en raison de la transition aux IFRS. La Société prévoit par contre modifier ses systèmes des TI pour tenir compte du basculement; toute modification nécessaire devrait cependant être minime. Cette évaluation pourrait changer à mesure que la Société continue d'évoluer dans son processus de transition aux IFRS.

À mesure que les activités de transition de la Société progresseront, cette dernière s'attend à devoir fournir davantage d'information sur les différences au niveau des méthodes comptables suivant l'adoption des IFRS publiés par l'IASB. La Société s'assurera également de tenir ses principaux intervenants continuellement au courant des incidences prévues de la transition aux IFRS au moyen de ses documents publics qui mettent en évidence ces incidences prévues pour la Société.

La Société présentera ses résultats de l'exercice 2010 selon les PCGR du Canada. En 2011, elle présentera les chiffres correspondants de l'exercice 2010 conformément aux IFRS publiés par l'IASB qui seront alors en vigueur. À cette fin, en 2010 la Société fera un suivi des modifications qu'il sera nécessaire d'apporter à ces documents comptables pour tenir compte de ses rapprochements entre les PCGR du Canada et les IFRS.

### **Informations concernant le capital**

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de maintenir des liquidités adéquates pour supporter les activités prévues en terme de services analytiques, bioanalytiques et de laboratoires médicaux. La Société inclut dans sa définition de capital, l'avoir des actionnaires, l'encaisse, les investissements à court terme et la dette à long terme. La Société a couramment des montants à payer aux fournisseurs, à la banque et aux créanciers à long terme.

Les objectifs de la Société quant à la gestion du capital sont également de maintenir une flexibilité financière dans le but de préserver sa capacité de rencontrer ses obligations financières incluant les paiements de la dette à long terme. La Société analyse présentement ses besoins en liquidité et évalue les alternatives concernant la structure des débentures, la recherche de nouveaux investisseurs ou tout autre stratégie de financement.

En gérant son capital, la Société estime ses besoins financiers futurs en préparant un budget et un plan sur plusieurs années révisé et approuvé annuellement par le Conseil d'administration de la Société. Le budget établit les activités approuvées pour l'année à venir et estime les coûts associés à ces activités. Le plan pour les prochaines années donne une estimation des activités futures et des besoins financiers potentiels et est basé sur l'évaluation par la Société de ses services courants et des résultats attendus des activités futures. Une comparaison mensuelle du budget avec les résultats réels est préparée et révisée par la direction de la Société et est présentée de façon trimestrielle au Conseil d'administration.

Historiquement, le plan de financement de la Société s'est effectué principalement par l'émission de nouvelles actions ordinaires, par l'émission de bons de souscription d'actions ordinaires qui à l'exercice sont convertis en actions ordinaires et par l'émission de différents instruments d'emprunt. La direction contrôle régulièrement les marchés de capitaux essayant de balancer le moment de l'émission de capitaux additionnels avec la progression de ses différents programmes, les conditions générales du

marché et la disponibilité de capital. Il n'y a aucune assurance que les fonds nécessaires seront disponibles pour la Société lorsqu'elle en aura besoin.

### Nombre d'actions en circulation

En date de ce rapport, le nombre d'actions en circulation émis et pleinement dilué était :

	Émis	Pleinement dilué
Actions ordinaires émises en circulation	67 117 191	67 117 191
Options accordées	1 852 711	1 852 711
Bons de souscription <sup>(1)</sup>	3 570 983	3 570 983
Débetures convertibles <sup>(2)</sup>	1 500 000 \$	2 500 000
Débetures convertibles américaines <sup>(3)</sup>	4 000 000 \$US	14 300 000
<b>Total</b>		<b>89 340 885</b>

Note 1: 1 570 983 bons de souscription expirent en juin 2011 et la balance en octobre 2011.

Note 2: Les taux de conversion sont de 0,50 \$ et 0,75 \$ pour chaque tranche de 750 000 \$ du montant nominal.

Note 3: Les taux de conversion des débetures sont de 0,15 \$, 0,20 \$, 0,25 \$, 0,50 \$ et 0,75 \$ pour chaque tranche de 800 000 \$US du montant nominal. En juin 2008, 100 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action ont été émises suite à une conversion de débenture. En août et septembre 2009, 800 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action ont été émises suite à des conversions de débentures.

En mai 2008, la Société a éteint sa dette d'une valeur nominale de 11 345 000 \$ avec les détenteurs de débentures existants. La Société a ensuite signé des nouveaux accords avec les mêmes prêteurs qui comprennent les termes et conditions suivants :

- Élimination du taux de conversion fixe de 1,369 prévu aux débentures libellées en devises américaines, diminuant ainsi la valeur nominale de la dette de 6 845 000 \$CAN à 5 000 000 \$US;
- Conversion d'une somme totale de 1 830 200 \$ de valeur nominale en actions ordinaires de Warnex;
- Remboursement d'une somme totale de 1 333 333 \$ de valeur nominale à la date de la clôture;
- Une somme totale de 6 333 333 \$ de valeur nominale à être remboursée dans trois ans;
- Augmentation du taux d'intérêt des débentures libellées en devises américaines à 12 % par année;
- Réduction du prix d'exercice de 3 963 729 bons de souscription à 0,25 \$ et extension du terme de 1 570 983 bons de souscription pour une durée additionnelle de deux ans.

En vertu de ces nouvelles ententes, la Société a émis les bons de souscription suivants :

- Pour les débentures totalisant 905 100 \$, des bons de souscription ont été émis aux prêteurs leurs permettant d'acheter, au prix de 0,25 \$ par action, 392 746 actions ordinaires jusqu'au 25 juin 2009 et 2 000 000 actions ordinaires jusqu'au 24 octobre 2011, pour un total de 2 392 746 actions ordinaires.
- Pour les débentures totalisant 4 842 734 \$, des bons de souscription ont été émis aux prêteurs leurs permettant d'acheter 1 570 983 actions ordinaires au prix de 0,25 \$ par action jusqu'au 25 juin 2011.

Le 12 juin 2009, la Société a émis 2 000 000 actions ordinaires de Warnex pour l'acquisition de Molecular World Inc.

Le 25 juin 2009, des bons de souscription de 392 746 actions ont expiré.

## Divulgence d'information financière

### Contrôles et procédures de communication de l'information financière

Nos contrôles et procédures de communication de l'information financière sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante que nous devons présenter est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation en valeurs mobilières, notamment les contrôles et procédures conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction, y compris au président et chef de la direction ainsi qu'au chef de la direction financière, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun concernant la communication de l'information.

Au 30 septembre 2010, une évaluation de la conception des contrôles et des procédures de communication de l'information financière a été effectuée sous la supervision de la direction, incluant le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière, et avec sa participation, conformément au Règlement 52-109. En fonction de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information financière ont été proprement conçus au 30 septembre 2010.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction a la responsabilité d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR.

Au 30 septembre 2010, la direction de la Société a évalué la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon la définition donnée en vertu du Règlement 52-109 et a conclu en fonction de cette évaluation que certains aspects du contrôle interne à l'égard de l'information financière n'étaient pas conçus efficacement. Les déficiences du contrôle identifiées par la Société n'ont pas donné lieu à l'apport de modifications aux états financiers consolidés intermédiaires de l'exercice 2010. La direction a identifié les faiblesses importantes suivantes :

#### ▪ Contrôles au niveau de l'entité

La Société n'a pas maintenu un environnement de contrôle complètement efficace tel que défini conformément au cadre de contrôle du COSO. Plus précisément, nous n'avons pas de manuels complets de procédures afin de communiquer clairement les rôles et responsabilités de la direction et des employés en ce qui a trait au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Afin d'atténuer ce risque, la direction s'appuie grandement sur des contrôles automatisés reliés principalement à l'implantation d'un nouveau système de comptabilité, ainsi que sur des procédures manuelles et des contrôles de détection, des réunions hebdomadaires de la direction, des révisions mensuelles des états financiers par les divisions d'exploitation ainsi que des révisions trimestrielles des états financiers par le Comité de vérification. Ces procédures manuelles ont été effectuées en 2010.

#### ▪ Contrôles généraux des technologies de l'information

La Société n'a pas adéquatement maintenu de contrôle efficace afin d'assurer que les bandes de sauvegarde font l'objet de tests périodiques visant à assurer leur exactitude. De plus, il n'existe pas de plan stratégique des technologies de l'information ni de plan de continuité de l'exploitation. Il n'existe pas non plus de révision périodique des journaux de sécurité relativement aux ouvertures de session non réussies. La Société n'a également pas adéquatement maintenu de contrôles relatifs au développement de programmes et aux changements apportés aux programmes.

- Processus d'information financière de fin de période

La Société n'a pas maintenu de contrôles efficaces afin d'assurer que certains soldes de comptes qui nécessitent des estimations comptables sont passés en revue par une personne autre que l'auteur. La Société consulte son vérificateur externe lorsque nécessaire.

- Impôts sur les bénéfices

La Société n'a pas maintenu de contrôles efficaces sur l'enregistrement des impôts à payer et de la charge d'impôts. Actuellement, la Société s'appuie sur son vérificateur externe afin de s'assurer de l'exactitude des éléments susmentionnés.

- Séparation des tâches

La Société présente des contrôles déficients en ce qui a trait à la séparation des tâches au sein de son département de comptabilité et de finances en raison de la taille du service. Plus précisément, en raison du nombre restreint d'employés au département de comptabilité et de finances, certains employés de ce département cumulent des tâches incompatibles qui permettent la création, la révision et le traitement de certaines données financières sans qu'elles ne soient révisées ou autorisées de manière indépendante.

Afin d'atténuer ce risque, la direction s'appuie grandement sur des contrôles automatisés reliés principalement à l'implantation d'un nouveau système de comptabilité, ainsi que sur des procédures manuelles et des contrôles de détection, des réunions hebdomadaires de la direction, des révisions mensuelles des états financiers par les divisions d'exploitation ainsi que des révisions trimestrielles des états financiers par le Comité de vérification. Ces procédures ont été effectuées en 2010.

#### Corrections des faiblesses importantes relatives au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Après le 30 septembre 2010, nous avons commencé à prendre les mesures suivantes, ou nous avons planifié de le faire, afin de remédier aux faiblesses importantes relatives au contrôle interne à l'égard de l'information financière identifiées au 30 septembre 2010. La direction et le Comité de vérification joue un rôle actif dans la réponse aux insuffisances identifiées, y compris de surveiller l'implantation par la direction des mesures réparatrices décrites ci-dessous.

- Contrôles au niveau de l'entité

Nous finaliserons et distribuerons des manuels de procédures qui communiqueront les rôles et responsabilités de la direction et des employés.

- Contrôles généraux des technologies de l'information

Nous mettrons en oeuvre des politiques et des procédures améliorées relatives aux technologies de l'information notamment en ce qui a trait à la gestion des changements au système, au développement des programmes, aux modifications des programmes, au fonctionnement des TI et aux services de surveillance connexes. Nous mettrons au point et mettrons en oeuvre un plan stratégique global des technologies de l'information et un plan de continuité de l'exploitation.

Au début de 2009, la direction a dirigé l'implantation d'un nouveau système de comptabilité. Ce nouveau système a introduit des contrôles automatisés au processus du système de comptabilité et a remplacé certains contrôles manuels sur lesquels dépendait la direction. Cette étape majeure a assuré une surveillance plus rigoureuse des contrôles sur l'accès au système de comptabilité.

- Processus d'information financière de fin de période

Nous continuerons à mettre au point des contrôles du processus d'information financière de fin de période lorsque cela est possible. À mesure que l'entreprise prendra de l'expansion, nous planifions augmenter le nombre de personnes travaillant au processus de fin de période et d'augmenter le niveau de connaissances en comptabilité. Nous avons ajouté une personne temporaire additionnelle dans le département de comptabilité en 2010.

Depuis 2009, le nouveau système de comptabilité a amélioré le processus d'information financière de fin de période en remplaçant certaines procédures manuelles par des procédures automatisées. Nous avons introduit des nouveaux contrôles tels que d'assurer l'accès réservé au personnel approprié de certaines feuilles de calcul, l'implantation d'une liste de contrôle sur l'information à fournir afin d'assurer la conformité aux PCGR et l'implantation d'un processus de révision par une personne autre que l'auteur des écritures de journal consolidées et plus complexes.

- Impôts sur les bénéfices

Nous continuerons de consulter régulièrement nos experts-conseils externes afin d'obtenir des conseils en matière de fiscalité. À mesure que l'entreprise prendra de l'expansion, nous planifions augmenter le nombre de personnes du département de comptabilité et d'augmenter le niveau de connaissances en fiscalité.

- Séparation des tâches inadéquate

Nous continuons à utiliser des mesures appropriées afin de restreindre l'accès ou de surveiller de façon indépendante les accès aux systèmes et à assigner correctement les rôles et responsabilités aux employés afin d'assurer une séparation des tâches adéquate lorsque cela est possible. À mesure que l'entreprise prendra de l'expansion, nous augmenterons le nombre de personnes travaillant à la comptabilité. Pour l'année à venir, nous ajouterons une personne additionnelle dans le département de comptabilité.

La direction est consciente que certaines des faiblesses identifiées ci-dessus sont inhérentes à une entreprise de notre taille. Néanmoins, nous croyons à l'établissement de contrôles et procédures de communication de l'information financière et de contrôle interne à l'égard de l'information financière rigoureux et nous nous engageons à le faire. Il faudra du temps pour mettre en place les contrôles et les procédures rigoureux que souhaitent notre direction et notre Conseil d'administration; il ne nous est pas possible pour le moment d'estimer les délais nécessaires à la mise en place des étapes décrites ci-dessus. La direction continuera à évaluer la conception de notre environnement global de contrôle et à perfectionner les contrôles existants, selon que la direction, en collaboration avec le Comité de vérification du Conseil d'administration, le chef de la direction et le chef de la direction financière, le juge nécessaire. Encore une fois, les déficiences du contrôle identifiées par la Société n'ont pas donné lieu à l'apport de modifications aux états financiers consolidés intermédiaires de 2010.

Outre les efforts de correction discutés ci-dessus et la mise en oeuvre du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière, il n'y a pas eu de changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice 2010 qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. La direction, incluant le chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière, a discuté en détail de ces questions et des mesures correctives nécessaires avec le Comité de vérification du Conseil d'administration.

La Société présentera l'évolution récente des mesures correctives dans ses rapports de gestion trimestriels et annuel.

## **Risques et incertitudes**

### Ressources financières

Le bilan de la Société montre présentement un fonds de roulement négatif dû au fait que les débentures viennent à échéance en juillet 2011. Conséquemment, la Société ne rencontre pas le ratio de fonds de roulement et le ratio d'équité minimum requis par ses ententes bancaires. La capacité de la Société de poursuivre ses activités dépend de sa capacité de négocier de nouveaux termes de financement avec les détenteurs de débentures, puisque les prix de conversion de ces débentures convertibles sont plus élevés que le prix courant des actions de la Société en date de ce rapport, et de s'entendre sur des ratios acceptables avec sa banque ou de trouver des alternatives de financement pour acquitter les dettes venant à échéance en 2011.

Warnex croit qu'elle devrait être en mesure d'obtenir le capital requis à long terme, si nécessaire, afin de soutenir ses objectifs corporatifs. Veuillez vous référer à la section de liquidités et ressources en capital pour des commentaires supplémentaires. Toutefois, il est impossible de garantir la disponibilité de ressources financières additionnelles ou que ces ressources lui seront rendues disponibles à des conditions acceptables. Nos besoins de liquidités pourraient varier de manière importante selon de nombreux facteurs, y compris les changements dans le nombre de clients et le volume de travail commandé dans nos divisions de service.

### Risques de liquidité

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières. La Société gère le risque de liquidité en établissement des prévisions de flux de trésorerie de façon à déterminer les besoins de financement. La Société cherche présentement des investisseurs afin de refinancer les débentures.

### Clients et partenaires importants

Les deux plus gros clients de Warnex services analytiques représentent 37 % des revenus pour l'année 2009 (38 % en 2008). Ces clients demeurent les plus importants clients de Warnex services analytiques dans chacun de ses sites depuis plusieurs années et nous considérons que nos relations avec ceux-ci sont bonnes. Les trois plus gros clients de Warnex services bioanalytiques représentent 53 % des revenus pour l'année 2009 (57 % en 2008); nous considérons que nos relations avec ces clients sont bonnes. La perte de l'un ou l'autre de ces clients pourrait affecter de manière importante nos résultats financiers.

### Risques relatifs au crédit

Les instruments financiers, qui assujettissent potentiellement Warnex à des concentrations de risques de crédit, consistent essentiellement d'espèces, de quasi-espèces et de comptes à recevoir. Les espèces et les quasi-espèces sont maintenues auprès d'institutions financières ayant une cote de crédit élevée. En conséquence, la direction considère que le risque de non performance relatif aux espèces et aux quasi-espèces est minimal. La Société, dans le cours normal de ses affaires, surveille la situation financière de ses clients et révisé l'expérience de crédit de chaque nouveau client. La Société établit une provision pour les créances douteuses qui correspond aux risques de crédit de ses clients spécifiques, aux tendances historiques et aux circonstances économiques. Chaque compte échu est révisé individuellement et une provision est comptabilisée lorsque jugé nécessaire pour déterminer la valeur nette de réalisation des débiteurs. Si la condition financière des clients se détériore et que leur capacité ou leur volonté de payer diminue, des provisions supplémentaires pour mauvaises créances sont comptabilisées. L'exposition maximale de la Société aux risques de crédit correspond à la valeur des débiteurs.

### Risque relié aux devises étrangères

La Société réalise une partie de ses revenus en dollars américains et en Euros et certains de ses achats et paiements d'intérêts sur les débetures en dollars américains. En conséquence, elle est exposée aux risques de change reliés aux devises étrangères.

### Réglementation gouvernementale

La fourniture par Warnex de ses services analytiques, bioanalytiques et de laboratoire médical, est régie par plusieurs lois et règlements. L'objet de ces règles inclut les Bonnes pratiques de laboratoire (GLP), les Bonnes pratiques de fabrication (GMP), la Direction des produits thérapeutiques (TPD) et d'autres standards et permis requis pour l'opération de ses laboratoires. Des constats de non-conformité importante à ces règles, ou des modifications importantes aux règles régissant les activités de Warnex, pourraient affecter la capacité ou les conditions selon lesquelles la Société effectue ses services et pourraient affecter négativement ses résultats.

### Installations de laboratoire

Dans le cadre de la fourniture de ses services, la Société dépend sur ses installations de laboratoire pleinement fonctionnelles et adéquatement validées. Si ces systèmes venaient à manquer, ou si un désastre s'y abattait, la capacité de la Société de rendre ses services en serait négativement impactée, ce qui affecterait la génération de revenus. La Société n'a pas présentement de solution de rechange pour tous les équipements qu'elle utilise afin de rendre ses services. En conséquence, si un événement imprévu tel que décrit plus haut devait se produire, nos résultats pourraient en être affectés de manière importante.

### Volatilité du cours des actions

Le cours des actions de Warnex est sujet à la volatilité du marché. Des écarts entre les résultats financiers et scientifiques réels comparés aux attentes des actionnaires et des analystes financiers qui suivent nos activités, peuvent avoir un impact significatif sur le cours des actions de Warnex. De plus, les actions de Warnex, de d'autres compagnies de sciences de la vie et du marché boursier en général ont été sujets à des fluctuations, ce qui était indépendant des opérations ou des résultats de la Société. Il n'y a aucune garantie que le prix du marché des actions de Warnex sera protégé contre de telles fluctuations à l'avenir.

### Employés

Le succès continu de Warnex dépend de la performance et de la rétention de certains employés-clés. La perte de n'importe quel de ces individus pourrait avoir un impact négatif important sur les affaires de la Société. Nous sommes d'avis que notre succès repose, en partie, sur notre capacité de continuer à recruter et à retenir ces employés compétents.

### Fournisseurs

Warnex dépend de tierces parties pour la fourniture de certains réactifs spécialisés. Bien que Warnex recherche des sources d'approvisionnement alternatives, Warnex pourrait ne pas être en mesure de s'approvisionner en réactifs et en équipements auprès de ces tierces parties, les réactifs et les équipements pourraient ne pas rencontrer nos spécifications, les prix coûtants auxquels ces produits sont achetés pourraient augmenter ou Warnex pourrait ne pas être en mesure de trouver des sources d'approvisionnement alternatives dans un délai raisonnable. Warnex pourrait ne plus être en mesure de commercialiser certains de ses services si l'un de ces facteurs se matérialisait, ce qui affecterait négativement nos résultats.

**Perspectives**

Nous prévoyons générer des profits et un BAIIA positif, tel que défini dans la section de performance financière, et d'améliorer nos résultats financiers par rapport à 2009.

Signé au nom de la direction, ce 11<sup>e</sup> jour de novembre 2010.



Mark Busgang  
Président et chef de la direction



François Jetté, CA  
Chef de la direction financière

## Bilans consolidés intermédiaires (Non vérifiés)

	30 septembre 2010	31 décembre 2009
<b>Actif</b>		
<b>À court terme</b>		
Espèces et quasi-espèces	44 859 \$	894 031 \$
Débiteurs (note 5)	3 363 204	2 880 919
Travaux en cours	233 595	531 142
Stocks	168 433	177 027
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	715 785	712 471
Frais payés d'avance	441 147	388 502
	<b>4 967 023</b>	<b>5 584 092</b>
<b>Actifs d'impôts futurs</b>	<b>1 221 000</b>	<b>1 221 000</b>
<b>Immobilisations corporelles</b> (note 6)	<b>6 445 874</b>	<b>7 375 516</b>
<b>Actifs incorporels</b> (note 7)	<b>421 676</b>	<b>382 145</b>
<b>Écart d'acquisition</b>	<b>937 695</b>	<b>937 695</b>
	<b>13 993 268 \$</b>	<b>15 500 448 \$</b>
<b>Passif</b>		
<b>À court terme</b>		
Emprunt bancaire (note 8)	340 000 \$	-
Créditeurs	2 908 811	3 008 594
Revenus reportés	463 075	411 599
Portion à court terme de la dette à long terme (note 9)	1 171 210	1 800 372
Portion à court terme des débentures (note 10)	6 253 168	-
	<b>11 136 264</b>	<b>5 220 565</b>
<b>Dette à long terme</b> (note 9)	<b>60 107</b>	<b>447 661</b>
<b>Composante de passif des débentures</b> (note 10)	<b>-</b>	<b>6 245 274</b>
	<b>11 196 371</b>	<b>11 913 500</b>
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital-actions (note 11)	40 981 049	40 981 049
Composante de capitaux propres des débentures (note 10)	312 288	312 288
Surplus d'apport	2 456 265	2 466 016
Déficit	(40 952 705)	(40 172 405)
	<b>2 796 897</b>	<b>3 586 948</b>
	<b>13 993 268 \$</b>	<b>15 500 448 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

### États consolidés intermédiaires du surplus d'apport (Non vérifiés)

	Trois mois terminés le 30 septembre		Neuf mois terminés le 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Solde au début de la période	2 456 224 \$	2 465 635 \$	2 466 016 \$	2 445 043 \$
Coût de rémunération lié aux options d'achat d'actions	41	213	(9 751)	20 805
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>2 456 265 \$</b>	<b>2 465 848 \$</b>	<b>2 456 265 \$</b>	<b>2 465 848 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

### États consolidés intermédiaires du déficit (Non vérifiés)

	Trois mois terminés le 30 septembre		Neuf mois terminés le 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
Solde au début de la période	(40 958 274) \$	(39 252 060) \$	(40 172 405) \$	(40 008 157) \$
Bénéfice net (perte nette)	5 569	(782 797)	(780 300)	(26 700)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>(40 952 705) \$</b>	<b>(40 034 857) \$</b>	<b>(40 952 705) \$</b>	<b>(40 034 857) \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

### États consolidés intermédiaires des autres éléments cumulés du résultat étendu (Non vérifiés)

	Trois mois terminés le 30 septembre		Neuf mois terminés le 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
<b>Autres éléments cumulés du résultat étendu</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États consolidés intermédiaires des résultats et des résultats étendus (Non vérifiés)

	Trois mois terminés le 30 septembre		Neuf mois terminés le 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>5 538 122 \$</b>	<b>4 656 405 \$</b>	<b>17 001 218 \$</b>	<b>17 635 534 \$</b>
<b>Coûts des ventes</b> (note 12)	<b>4 240 500</b>	<b>4 257 685</b>	<b>13 107 403</b>	<b>13 126 804</b>
<b>Bénéfice brut</b>	<b>1 297 622</b>	<b>398 720</b>	<b>3 893 815</b>	<b>4 508 730</b>
<b>Frais d'exploitation</b> (note 12)				
Ventes, généraux et d'administration	<b>1 615 748</b>	1 323 933	<b>4 713 174</b>	4 286 844
Financiers	<b>278 365</b>	278 259	<b>832 758</b>	902 284
Crédits d'impôts à la recherche et au développement	<b>(473 235)</b>	(51 222)	<b>(799 235)</b>	(51 222)
	<b>1 420 878</b>	1 550 970	<b>4 746 697</b>	5 137 906
<b>Perte avant élément décrit ci-après et impôts</b>	<b>(123 256)</b>	(1 152 250)	<b>(852 882)</b>	(629 176)
<b>Gain de change non matérialisée sur débetures</b>	<b>128 825</b>	369 453	<b>72 582</b>	602 476
<b>Bénéfice (perte) avant impôts</b>	<b>5 569</b>	(782 797)	<b>(780 300)</b>	(26 700)
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	-	(225 000)	-	-
<b>Recouvrement d'impôts relié à l'utilisation de pertes d'années antérieures</b>	-	225 000	-	-
	-	-	-	-
<b>Bénéfice net (perte nette) et résultat étendu</b>	<b>5 569 \$</b>	<b>(782 797) \$</b>	<b>(780 300) \$</b>	<b>(26 700) \$</b>
<b>Bénéfice net (perte nette) par action</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>(0,01) \$</b>	<b>(0,01) \$</b>	<b>0,00 \$</b>
<b>Bénéfice net (perte nette) dilué par action</b>	<b>0,00 \$</b>	<b>(0,01) \$</b>	<b>(0,01) \$</b>	<b>0,00 \$</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation</b>	<b>67 117 191</b>	66 683 858	<b>67 117 191</b>	65 227 191
<b>Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation</b>	<b>67 117 191</b>	72 913 853	<b>67 117 191</b>	72 913 853

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie (Non vérifiés)

	Trois mois terminés le 30 septembre		Neuf mois terminés le 30 septembre	
	2010	2009	2010	2009
<b>Activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net (perte nette)	5 569 \$	(782 797) \$	(780 300) \$	(26 700) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Amortissements d'immobilisations corporelles	347 987	408 888	1 039 104	1 180 297
Amortissements d'actifs incorporels	26 822	23 049	74 111	56 011
Désactualisation d'intérêts	28 069	24 398	80 476	69 949
Gain de change non matérialisée sur débetures	(128 825)	(369 453)	(72 582)	(602 476)
Variation de monnaies étrangères	211 095	82 912	188 989	223 945
Coût de rémunération lié aux options d'achat d'actions	41	213	(9 751)	20 805
	490 758	(612 790)	520 047	921 831
Variation nette dans les éléments hors-caisse du fonds de roulement (note 13)	(258 681)	68 227	(414 057)	(735 073)
Liquidités nettes provenant des (utilisées par les) activités d'exploitation	232 077	(544 563)	105 990	186 758
<b>Activités d'investissement</b>				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(32 821)	(66 934)	(109 462)	(245 262)
Acquisition d'actifs incorporels	(10 708)	(14 875)	(113 642)	(139 582)
Liquidités nettes utilisées par les activités d'investissement	(43 529)	(81 809)	(223 104)	(384 844)
<b>Activités de financement</b>				
Augmentation de l'emprunt bancaire	20 000	-	340 000	-
Augmentation de la dette à long terme	-	-	-	350 000
Remboursement de la dette à long terme	(347 611)	(301 869)	(1 016 716)	(996 024)
Liquidités nettes utilisées par les activités de financement	(327 611)	(301 869)	(676 716)	(646 024)
<b>Perte de change sur espèces libellées en monnaies étrangères</b>	(65 352)	(123 320)	(55 342)	(214 084)
<b>Diminution des espèces et quasi-espèces</b>	(204 415)	(1 051 561)	(849 172)	(1 058 194)
<b>Espèces et quasi-espèces, au début de la période</b>	249 274	2 426 855	894 031	2 433 488
<b>Espèces et quasi-espèces, à la fin de la période</b>	44 859 \$	1 375 294 \$	44 859 \$	1 375 294 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)

30 septembre 2010 et 2009

### 1. Nature des activités de l'entreprise, présentation de l'information financière et incertitude quant à la continuité de l'exploitation

Warnex inc. est une société incorporée en vertu des lois du Canada. Warnex est une entreprise des sciences de la vie qui se consacre à la protection de la santé publique en offrant divers services de laboratoire. Elle offre des services analytiques, bioanalytiques et de laboratoire médical aux secteurs pharmaceutique et de la santé. Les actions de la Société sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole WNX.

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et incluent les comptes de la Société et de toutes ses filiales: Warnex services analytiques inc., Warnex services PRO-ADN inc. et Warnex America Inc. À moins d'indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Le 12 juin 2009, la Société a acheté les actions de Molecular World Inc. Le 30 juin 2009, la Société a changé le nom de Molecular World Inc. pour Warnex services PRO-ADN inc.

Au 30 septembre 2010, la Société a un déficit accumulé de 40 952 705 \$ et un fonds de roulement négatif, dû au fait que les débetures viennent à échéance en juillet 2011. De plus, la Société ne respecte pas certaines clauses restrictives stipulées dans les ententes avec le prêteur et, en conséquence, la dette à long terme est présentée avec le passif à court terme. Sans refinancement de ses opérations, les obligations monétaires engagées par la Société excèdent les espèces en main et les flux monétaires opérationnels prévues au cours des douze prochains mois. Par conséquent, une incertitude importante plane quant à la capacité de la Société à continuer son exploitation. La capacité de la Société de poursuivre ses activités dépend de sa capacité de conclure des ententes de financement.

Les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR), suivant le principe de la continuité de l'exploitation, lequel suppose que la Société sera en mesure de poursuivre ses activités dans un avenir prévisible et de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes et ses engagements dans le cours normal des affaires dans un avenir prévisible. Les présents états financiers consolidés n'incluent pas les rajustements à apporter aux montants et aux classements des actifs et passifs qui pourraient être nécessaires si la Société était incapable de poursuivre ses activités selon le principe de la continuité d'exploitation.

### 2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables

#### Modifications aux méthodes comptables

##### **Écarts d'acquisition et actifs incorporels**

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui a remplacé les chapitres 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, 3450, *Frais de recherche et développement*, et l'abrégé du *Comité des problèmes nouveaux CPN-27, Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*. Le chapitre 3064 établit les normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition après la comptabilisation initiale et aux actifs incorporels des entreprises à but lucratif. Cette nouvelle norme est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence notable sur les états financiers de la Société.

##### **Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers**

En janvier 2009, l'ICCA a publié l'abrégé CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*. Le CPN exige que la Société tienne compte du risque de crédit qui lui est propre et du risque de crédit de la contrepartie dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris des instruments dérivés. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence notable sur les états financiers de la Société.

## Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)

30 septembre 2010 et 2009

### 2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables... suite

#### **Instruments financiers – Information à fournir**

En mai 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862, *Instruments financiers – Informations à fournir*, pour y inclure de nouvelles obligations d'information sur les évaluations de la juste valeur marchande des instruments financiers et sur le risque de liquidité. Ces modifications exigent une hiérarchie à trois niveaux qui reflète l'importance des données utilisées dans les évaluations de la juste valeur. Les justes valeurs des actifs et des passifs compris dans le premier niveau sont déterminées en fonction des cours des actifs et des passifs identiques sur les marchés animés. Pour ce qui est des actifs et des passifs du deuxième niveau, les évaluations font appel à des données autres que les cours du marché pour lesquels tous les résultats importants sont observables directement ou indirectement. Pour le troisième niveau, les évaluations sont fondées sur des données qui ne sont pas observables, mais importantes pour l'évaluation de la juste valeur générale. L'application de ces modifications n'a pas eu d'incidence notable sur la Société.

#### **Constatation de produits**

La Société a modifié sa méthode comptable relative à la constatation de produits pour la division de services analytiques afin de refléter la progression de chaque étape des tests analytiques. La division de services analytiques comptabilise maintenant ses revenus en utilisant la méthode de l'avancement des travaux au lieu que ce soit lorsque les tests sont complétés. Pour la période terminée le 30 septembre 2010, ce changement de méthode comptable a résulté à une augmentation des revenus de 55 715 \$. L'impact du changement de cette méthode comptable sur les périodes antérieures est indéterminable, donc n'a pas été ajusté.

#### **Principales méthodes comptables**

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Les principales méthodes comptables sont décrites ci-après.

#### **États financiers intermédiaires**

Les états financiers non vérifiés ci-joints sont conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada applicables aux états financiers intermédiaires et ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers complets. Ces états financiers sont aussi conformes aux méthodes comptables décrites dans les états financiers vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Les états financiers intermédiaires et les notes complémentaires doivent être lus en tenant compte des états financiers vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Au besoin, les états financiers comprennent des montants qui ont été établis selon des estimations éclairées et les meilleurs jugements de la direction. Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentés ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui sont attendus pour l'exercice.

#### **Utilisation d'estimations**

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de la période de déclaration. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

#### **Constatation de produits**

Les revenus d'analyse des services analytiques et bioanalytiques sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux et les revenus et profits sont basés sur le ratio des frais encourus sur le total estimé des coûts du projet. Les revenus des services du laboratoire médical sont comptabilisés lorsque les tests sont complétés.

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 septembre 2010 et 2009

**2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables... suite**

Les revenus de projet des services analytiques et du laboratoire médical sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux et les revenus et profits sont basés sur le ratio des frais encourus sur le total estimé des coûts du projet.

Les coûts et les revenus estimés des projets en cours qui excèdent les montants facturés aux clients sont présentés comme travaux en cours. Les montants perçus d'avance des clients sur les projets sont classés dans les revenus reportés.

La Société, sur une base régulière, révise les projets de clients afin de déterminer si une perte pourrait survenir. Si une perte est anticipée sur un projet, la perte totale estimée est enregistrée en réduction des revenus et des travaux en cours pour la période dans laquelle la perte devient évidente et raisonnablement estimable.

**Espèces et quasi-espèces**

Les espèces et quasi-espèces comprennent les fonds en banque et les placements temporaires échéant à moins de trois mois.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

**Crédits d'impôt à la recherche et au développement**

La Société comptabilise les crédits d'impôt à la recherche et au développement selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les crédits d'impôt sont calculés en fonction des dépenses admissibles de recherche et développement encourues.

**Crédits d'impôts à l'investissement**

La Société réclame des crédits d'impôts à l'investissement en raison des frais de recherche scientifique et de développement expérimental encourus. Les crédits d'impôts à l'investissement sont inscrits dans l'exercice au cours duquel les frais sont engagés et qu'il y a une assurance raisonnable de récupérer ces crédits. La direction a fait un certain nombre d'estimations et d'hypothèses pour déterminer les frais éligibles au crédit d'impôts à l'investissement. Le montant enregistré par la Société pourrait être significativement différent du montant alloué par les autorités fiscales.

**Actifs d'impôts futurs**

La Société utilise la méthode du passif d'impôts futurs pour comptabiliser ses impôts. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés à l'aide des écarts temporaires. Les actifs et passifs d'impôts futurs doivent être mesurés par application des taux d'imposition qui s'appliqueront au moment du règlement des passifs ou de la réalisation des actifs. Les actifs d'impôts futurs, dans le cas échéant, sont reconnus dans la mesure où, selon l'opinion des gestionnaires, il est plus probable qu'improbable que les actifs se réalisent.

## Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)

30 septembre 2010 et 2009

### 2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables... suite

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties en fonction de leur vie utile ou sur la durée du bail, comme suit :

Méthode de l'amortissement dégressif	
Équipement de laboratoire	20 %
Matériel et outillage	20 %
Équipement informatique	30 %
Mobiliers et agencements et équipement téléphonique	20 %
Contribution gouvernementale non remboursable	20 %
Méthode de l'amortissement linéaire	
Améliorations locatives	Sur la durée des baux

La contribution financière gouvernementale non remboursable relative aux immobilisations corporelles est présentée en réduction de ces actifs lorsqu'elle est gagnée.

#### Actifs incorporels et écart d'acquisition

Les logiciels sont comptabilisés au coût d'acquisition et amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 20 %. Les licences et les listes de clients sont comptabilisés au coût d'acquisition et amortis en fonction de leur durée de vie utile sans dépasser 5 ans. L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéfinie sont soumis, au moins annuellement, à un test de dépréciation. La Société évalue alors si une provision pour baisse de valeur permanente doit être ajustée aux résultats, notamment en déterminant si les flux monétaires futurs prévus actualisés excèdent la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition.

#### Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, qui se composent des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée de vie définie, sont analysés afin de déterminer s'il y a une baisse de valeur lorsque certains événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable peut ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un élément d'actif excède les flux monétaires futurs prévus actualisés qui sont associés à l'utilisation et la cession éventuelle de l'actif. Le montant de la perte de valeur, le cas échéant, est mesuré comme étant l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur des actifs dépréciés calculée à partir des flux monétaires actualisés lorsque les prix de marchés ne sont pas disponibles.

#### Débetures

La valeur de la composante de passif des débetures a été déterminée, au moment de leur émission, en actualisant les remboursements de capital et intérêts jusqu'à leur échéance au taux du marché pratiqué pour des débetures similaires non convertibles et sans bon de souscription. Le solde du produit net des débetures émises est présenté avec l'avoir des actionnaires. L'écart entre la valeur nominale des débetures et la valeur de la composante de passif des débetures initialement comptabilisée périodiquement ajoutée à la valeur du passif des débetures au moyen de charges périodiques aux résultats calculées selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### Revenus reportés

Dans les divisions de services bioanalytiques et de services de laboratoire médical, les revenus reportés représentent la différence entre les montants facturés aux clients, selon les termes de chacun des contrats, et le revenu comptabilisé. De plus, les services de laboratoire médical peuvent avoir des revenus reportés représentant les sommes perçues d'avance de clients pour des services à rendre subséquentement.

## Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)

30 septembre 2010 et 2009

### 2. Modifications aux méthodes comptables et principales méthodes comptables... suite

#### Bénéfice (perte) par action

Le bénéfice (perte) par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet de dilution des options, des bons de souscription et des débentures convertibles. La perte diluée par action est équivalente à la perte par action compte tenu de l'effet antidilutif de ces éléments.

#### Conversion de devises

La Société utilise la méthode temporelle pour convertir les soldes du bilan et les transactions en dollars canadiens. Les éléments monétaires du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de la période, alors que les éléments non monétaires sont convertis au taux de change historique. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction ou au taux de change moyen de la période. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont imputés aux résultats de la période.

#### Régime d'options d'achat d'actions

La juste valeur des options d'achat d'actions est déterminée, à la date d'attribution, à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. La dépense est comptabilisée de façon linéaire sur la période d'acquisition de trois années comme une augmentation de la dépense de rémunération et du surplus d'apport. Lorsque les options sont levées, le produit de l'émission ainsi que le montant précédemment crédité au surplus d'apport relativement aux options exercées sont crédités au capital-actions émis et payé.

#### Instruments financiers

La Société établit la classification des instruments financiers au moment de la comptabilisation initiale. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction et autres passifs financiers.

L'évaluation ultérieure et la constatation de variations à la juste valeur des instruments financiers sont effectuées en fonction du classement initial de ces instruments. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont mesurés à la juste valeur et tous les gains et pertes sont comptabilisés dans les résultats nets de la période au cours de laquelle ils se produisent. Les instruments financiers disponibles à la vente sont mesurés à la juste valeur, et les gains et les pertes découlant de la réévaluation sont inclus dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif soit sorti du bilan.

Selon ces normes, les instruments dérivés doivent être constatés à titre d'actifs ou de passifs mesurés à leur juste valeur, à moins qu'ils n'aient pas à être traités à titre de dérivés, comme une opération normale d'achat et de vente. Certains instruments financiers incorporés dans d'autres contrats doivent également être mesurés à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés sont constatées dans les résultats, à moins que certaines conditions de la comptabilité de couverture ne soient remplies, conditions selon lesquelles une entreprise doit documenter, désigner et évaluer, en bonne et due forme, l'efficacité des opérations qui font l'objet de la comptabilité de couverture.

### 3. Modifications comptables futures

#### Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) a confirmé que les PCGR canadiens pour les entreprises ayant l'obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les normes internationales d'information financière (« IFRS ») pour les états financiers intermédiaires et annuels des années fiscales débutant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société évalue présentement l'impact de cette transition sur ses états financiers consolidés.

## Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)

30 septembre 2010 et 2009

### 3. Modifications comptables futures... suite

#### Regroupements d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, qui exige que tous les actifs et les passifs d'une entreprise acquise soient comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les obligations pour les contreparties conditionnelles et les éventualités seront également comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition. La norme précise également que les frais connexes à l'acquisition seront portés en charges à mesure qu'ils sont engagés et que les charges de restructuration seront portées en charges au cours des périodes postérieures à la date d'acquisition. La nouvelle norme s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice commençant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société évaluera l'incidence de cette nouvelle norme au moment des acquisitions applicables.

#### États financiers consolidés et participations sans contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*. Le chapitre 1601 définit les normes relatives à la préparation des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit les normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices commençant le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

### 4. Acquisition d'entreprise

Le 12 juin, 2009, la Société a acquis toutes les actions émises et en circulation de Molecular World Inc., un laboratoire situé à Thunder Bay, Ontario, spécialisé dans l'identification humaine par ADN, y compris dans l'analyse médico-légale. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pure et simple. Le prix d'achat a été payé par l'émission de 2 000 000 actions ordinaires de Warnex avec une valeur juste de 310 000 \$. Les actifs nets acquis et les valeurs attribuées sont : 82 996 \$ d'actifs à court terme, 471 000 \$ d'impôts futurs, 345 372 \$ d'immobilisations corporelles; 2 530 \$ de logiciels, 38 936 \$ de liste de clients et la prise en charge de 343 989 \$ de passifs à court terme et 286 845 \$ de dette à long terme.

Les opérations de cette filiale sont incluses dans la division de laboratoires médicaux.

### 5. Débiteurs

	30 septembre 2010 \$	31 décembre 2009 \$
Comptes clients	3 373 396	2 925 847
Provision pour créances douteuses	(45 588)	(45 588)
	3 327 808	2 880 259
Divers	35 396	660
	3 363 204	2 880 919

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 septembre 2010 et 2009

**6. Immobilisations corporelles**

30 septembre 2010	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
Équipement de laboratoire	13 566 207	9 005 439	4 560 768
Matériel et outillage	113 004	37 211	75 793
Équipement informatique	841 472	658 362	183 110
Mobilier et agencements et équipement téléphonique	505 804	391 645	114 159
Améliorations locatives	5 741 054	4 075 210	1 665 844
Contribution financière gouvernementale non remboursable relative aux immobilisations corporelles	(465 000)	(311 200)	(153 800)
	<u>20 302 541</u>	<u>13 856 667</u>	<u>6 445 874</u>
31 décembre 2009	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
Équipement de laboratoire	13 514 056	8 206 749	5 307 307
Matériel et outillage	113 004	23 835	89 169
Équipement informatique	808 647	607 717	200 930
Mobilier et agencements et équipement téléphonique	503 159	369 166	133 993
Améliorations locatives	5 719 213	3 894 155	1 825 058
Contribution financière gouvernementale non remboursable relative aux immobilisations corporelles	(465 000)	(284 059)	(180 941)
	<u>20 193 079</u>	<u>12 817 563</u>	<u>7 375 516</u>

Ces immobilisations corporelles comprennent des équipements de laboratoire loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 1 599 039 \$ (1 599 039 \$ en décembre 2009) et une valeur comptable nette de 1 024 446 \$ (1 205 230 \$ en décembre 2009) ainsi que des équipements informatiques également loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 37 439 \$ (37 439 \$ en décembre 2009) et une valeur comptable nette de 24 980 \$ (32 232 \$ en décembre 2009).

**7. Actifs incorporels**

30 septembre 2010	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
Licences	33 380	20 584	12 796
Liste de clients	38 936	16 223	22 713
Logiciels	903 203	517 036	386 167
	<u>975 519</u>	<u>553 843</u>	<u>421 676</u>

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 septembre 2010 et 2009

**7. Actifs incorporels... suite**

31 décembre 2009	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
Licences	33 380	15 577	17 803
Liste de clients	38 936	6 489	32 447
Logiciels	789 561	457 666	331 895
	<u>861 877</u>	<u>479 732</u>	<u>382 145</u>

**8. Entente de financement**

La Société a les ententes de financement suivantes qui sont renouvelées annuellement :

- i) crédit d'exploitation de 2 000 000 \$ remboursable à demande et portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2 %;
- ii) prêt bancaire de 2 000 000 \$, échéant en mai 2011, portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2,25 % et remboursable par versements mensuels de 55 556 \$ plus intérêts; et
- iii) prêt bancaire de 350 000 \$, échéant en juin 2012, portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2,25 % et remboursable par versements mensuels de 9 722 \$ plus intérêts.

La Société et ses filiales ont donnés en garantie des crédits une hypothèque mobilière de premier rang au montant de 6 000 000 \$ grevant l'universalité des biens meubles corporels et incorporels, présents et futurs.

L'entente de financement requière le respect des clauses restrictives financières suivantes :

- i) Ratio trimestriel de fonds de roulement de 1,25 : 1;
- ii) Ratio trimestriel dette sur valeur corporelle nette de 2 : 1; et
- iii) Ratio annuel de couverture du service de la dette d'au moins 1,25 : 1.

En juin 2009, la Société a renouvelé son entente de financement qui est demeurée inchangée à l'exception des clauses restrictives financières, telles qu'indiquées ci-dessus.

Au 30 septembre 2010, la Société ne respectait pas la clause restrictive stipulée dans les ententes de financement relative au ratio de fonds de roulement. Le prêteur n'a pas émis une lettre de tolérance à cet égard. Conséquemment, la somme totale due à la banque est présentée à titre de passif à court terme au 30 septembre 2010.

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 septembre 2010 et 2009

**9. Dette à long terme**

	30 septembre 2010 \$	31 décembre 2009 \$
Prêt à terme de la Banque de développement du Canada (BDC), échéant en avril 2011, portant intérêt au taux flottant de la BDC plus 2 %, remboursable par versements mensuels de 3 300 \$ plus intérêts et garantie par une entente de garantie générale de premier rang sur tous les équipements, mobiliers et agencements de Warnex services PRO-ADN inc.	23 100	52 800
Prêt bancaire à terme, échéant en mai 2011, portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2,25 %, remboursable par versements mensuels de 55 556 \$ plus intérêts et garanties tel que décrit à la note 8.	444 444	944 444
Prêt bancaire à terme, échéant en juin 2012, portant intérêt au taux préférentiel de la banque plus 2,25 %, remboursable par versements mensuels de 9 722 \$ plus intérêts et garanties tel que décrit à la note 8. La Société ne respecte pas certaines clauses restrictives stipulées dans les ententes avec le prêteur. Conséquemment, ce prêt bancaire à terme est inclus dans la portion échéant à moins d'un an.	204 167	291 667
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition, échéant en juin 2011, portant intérêt au taux de 6,6 % et remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 17 955 \$. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 359 862 \$	157 224	306 856
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition, échéant en novembre 2011, portant intérêt au taux de 8,5 % et remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 25 750 \$. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 664 584 \$	342 056	544 758
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition, échéant en avril 2012, portant intérêt au taux de 9,4 % et remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 686 \$. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 13 887 \$	12 059	17 177
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition, échéant en juin 2012, portant intérêt au taux de 9,4 % et remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 519 \$. Cette obligation est garantie par de l'équipement spécifique ayant une valeur comptable nette de 11 093 \$	10 017	13 832
Prêt sans intérêt de Développement Économique Canada d'un montant maximum de 153 000 \$ ou 40 % des dépenses admissibles relatives au développement de marchés d'exportation, remboursable par huit paiements consécutifs semi-annuels débutant en mars 2008	38 250	76 499
	1 231 317	2 248 033
Portion échéant à moins d'un an	1 171 210	1 800 372
	60 107	447 661

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 septembre 2010 et 2009

**10. Débentures**

	30 septembre 2010 \$	31 décembre 2009 \$
Débeture non convertible et non garantie de 500 000 \$, portant intérêt au taux annuel de 12 %. De plus, dans le cadre de ce financement, des bons de souscription ont également été émis permettant au prêteur d'acheter 2 000 000 d'actions ordinaires de la Société au prix de 0,25 \$ par action jusqu'au 24 octobre 2011. La Société a signé un accord avec le prêteur afin de modifier la date d'échéance du 2 juin 2011 au 2 juillet 2011. Tous les autres termes et conditions demeurent les mêmes.	500 000	500 000
Débetures convertibles non garanties 4 000 000 \$US, portant intérêt au taux annuel de 12 % et convertibles en 15 200 000 actions ordinaires de la Société à la seule discrétion du prêteur. Les taux de conversion des débetures sont de 0,15 \$, 0,20 \$, 0,25 \$, 0,50 \$ et 0,75 \$, pour chaque tranche de 800 000 \$US du montant nominal. De plus, dans le cadre de ce financement, la Société a émis des bons de souscription donnant droit d'acquérir 1 570 983 actions ordinaires de la Société au prix de 0,25 \$ l'action jusqu'au 25 juin 2011. La Société a signé des accords avec les prêteurs afin de modifier les dates d'échéance du 25 juin 2011 au 5 juillet 2011. Tous les autres termes et conditions demeurent les mêmes.	3 985 325	4 070 531
Débeture non convertible et non garantie 333 333 \$US, portant intérêt au taux annuel de 12 %, échéant le 25 juin 2011. De plus, dans le cadre de ce financement, des bons de souscription ont également été émis permettant au prêteur d'acheter 392 746 d'actions ordinaires de la Société au prix de 0,25 \$ par action jusqu'au 25 juin 2009.	343 000	350 333
Débeture convertible non garantie de 1 500 000 \$, portant intérêt au taux annuel de 12 %, échéant le 9 juillet 2011 et convertible en 2 500 000 actions ordinaires de la Société à la seule discrétion du prêteur. Les taux de conversion sont de 0,50 \$ et 0,75 \$ pour chaque tranche de 750 000 \$ du montant nominal.	1 500 000	1 500 000
	6 328 325	6 420 864
Escompte sur les débetures	(75 157)	(175 590)
Portion à court terme des débetures	6 253 168	-
	-	6 245 274
Les taux d'intérêt nominal et effectifs sont les suivants :		
	Nominal	Effectif
500 000 \$ échéant le 2 juin 2011	12,0 %	14,0 %
4 000 000 \$US échéant le 25 juin 2011	12,0 %	14,0 %
333 333 \$US échéant le 25 juin 2011	12,0 %	14,0 %
1 500 000 \$ échéant le 9 juillet 2011	12,0 %	14,0 %

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 septembre 2010 et 2009

**10. Débentures... suite**

En août et septembre 2009, un détenteur de débenture convertible et non garantie a converti 120 000 \$ en 800 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action.

**11. Capital-actions**

## a) Autorisé

Un nombre illimité des catégories d'actions suivantes :

Actions privilégiées, pouvant être émises par catégorie, sans valeur nominale.

Actions ordinaires, avec droit de vote, sans valeur nominale.

## b) Actions ordinaires émises et payées

	30 septembre 2010		31 décembre 2009	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
Solde au début de la période	67 117 191	40 981 049	64 317 191	40 551 049
Émission d'actions	-	-	2 800 000	430 000
Solde à la fin de la période	67 117 191	40 981 049	67 117 191	40 981 049

En juin 2009, la Société a émis 2 000 000 actions ordinaires au prix de 0,155 \$ par action pour l'acquisition de Molecular World Inc., tel que décrit à la note 4.

En août et septembre 2009, la Société a émis 800 000 actions ordinaires au prix de 0,15 \$ par action suite à la conversion d'une débenture, tel que décrit à la note 10.

## c) Régime d'options d'achat d'actions

La Société a mis en place un Programme d'intéressement consistant en des options d'achat d'actions. Le Programme stipule que les conditions et le prix des options seront fixés par les administrateurs en respectant les restrictions quant au prix imposé par la bourse. Les options d'achat d'actions sont octroyées uniquement aux administrateurs, dirigeants, consultants, employés et autres personnels clés de la Société ou de ses filiales et seulement sur la recommandation des administrateurs de la Société.

Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises du Programme d'intéressement ne peut être supérieur à 4 319 273, c'est-à-dire 10 % des actions ordinaires en circulation lorsque le Programme a été modifié.

Les options d'achat d'actions ordinaires octroyées en vertu du Programme d'intéressement ne peuvent avoir une durée de plus de 10 ans et le prix stipulé doit être versé en totalité lors de la levée de l'option. Au cours de 2003, la Société a modifié la durée des options du Programme d'intéressement d'une période de 5 ans à une période de 10 ans pour se conformer aux exigences de la bourse.

Le 17 septembre 2008, le Conseil d'administration a révisé le régime d'options d'achat d'actions pour les employés et a décidé de ne plus octroyer d'options aux employés, à l'exception des directeurs et exécutifs et ce, à la discrétion de la direction. Par conséquent, la Société a annulé 123 000 options.

Au 30 septembre 2010, la Société avait des options d'achat en circulation pour 1 852 711 (869 229 en décembre 2009) actions ordinaires à divers prix d'exercice en fonction du Programme d'intéressement d'options d'achat d'actions de la Société et venant à échéance au plus tard en l'an 2020.

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 septembre 2010 et 2009

**11. Capital-actions... suite**

Les changements au nombre d'options d'achat d'actions en vigueur se détaillent comme suit :

	30 septembre 2010		31 décembre 2009	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
Solde au début de la période	869 229	0,61	884 898	0,87
Octroyées	1 080 648	0,15	233 331	0,15
Levées	-	-	-	-
Annulées	(97 166)	0,43	(249 000)	1,08
Solde à la fin de la période	1 852 711	0,35	869 229	0,61
Pouvant être exercées à la fin de la période	1 852 711	0,35	869 229	0,61

Les options d'achat d'actions en vigueur se détaillent comme suit :

Prix d'exercice \$	30 septembre 2010			31 décembre 2009		
	Nombre	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Durée de vie résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$
0,00 – 0,19	1 477 311	9,18	0,15	463 329	8,84	0,15
0,84 – 0,96	89 500	3,53	0,87	106 000	4,35	0,87
1,00 – 1,12	95 000	5,31	1,10	95 000	6,06	1,10
1,15 – 1,22	21 000	3,92	1,15	28 000	4,67	1,15
1,25 – 1,50	169 900	3,88	1,33	176 900	4,66	1,33
	1 852 711			869 229		

En 2010, la Société a octroyé 1 080 648 options visant l'achat d'actions ordinaires (233 331 en décembre 2009). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées à la date d'attribution pour cette année totalisait 0,13 \$ par option (0,12 \$ en décembre 2009). La juste valeur de chaque option attribuée a été déterminée au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes d'après les moyennes pondérées des hypothèses suivantes :

	30 septembre 2010	31 décembre 2009
Taux d'intérêt sans risque	2,84 %	2,66 %
Durée prévue	10 ans	10 ans
Volatilité prévue du cours des actions	86,2 %	76,9 %
Rendement prévu de dividendes	-	-

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 septembre 2010 et 2009

**11. Capital-actions... suite**

## d) Bons de souscription

Les bons de souscription en circulation sont comme suit :

Date d'expiration	Prix de levée \$	30 septembre 2010	31 décembre 2009
25 juin 2011	0,25	1 570 983	1 570 983
24 octobre 2011	0,25	2 000 000	2 000 000
Solde à la fin de la période		3 570 983	3 570 983

**12. Information relative aux états consolidés des résultats**

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre	2010 \$	2009 \$
a) Les éléments suivants font partie du coût des ventes :		
Amortissement d'immobilisations corporelles	876 870	1 022 382
Perte sur taux de change	4 420	7 301
b) Les éléments suivants font partie des frais d'exploitation :		
Amortissement d'immobilisations corporelles	162 234	157 915
Amortissement d'actifs incorporels	74 111	56 011
Désactualisation d'intérêts	80 476	69 948
Intérêts et frais bancaires	99 736	72 109
Intérêts sur la dette à long terme	157 527	123 618
Intérêts sur les débentures convertibles	575 496	636 609
Perte sur taux de change	24 808	266 863
c) Crédits d'impôts à la recherche et développement		

L'état des résultats comprend un montant de 799 235 \$ relatif aux crédits d'impôts à la recherche et au développement. Ce montant comprend 425 735 \$, lequel représente les réclamations des crédits d'impôts à la recherche et au développement cotisés dans l'année courante pour 2008 et 2009 qui excède la provision déjà comptabilisée.

**13. Information relative aux états consolidés des flux de trésorerie**

- a) Les flux de trésorerie découlant de l'exploitation comprennent des intérêts versés de 682 980 \$ (627 733 \$ en 2009).

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 septembre 2010 et 2009

**13. Information relative aux états consolidés des flux de trésorerie... suite**

b) La variation nette dans les éléments hors-caisse du fonds de roulement comprend ce qui suit :

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre	2010 \$	2009 \$
Débiteurs	(666 611)	919 822
Travaux en cours	297 547	1 356 149
Stocks	8 594	(23 880)
Crédits d'impôts à l'investissement à recevoir	(3 314)	(51 222)
Frais payés d'avance	(52 645)	(141 911)
Créditeurs	(49 104)	(1 786 525)
Revenus reportés	51 476	(1 007 506)
	(414 057)	(735 073)

c) Au cours de la période, des immobilisations corporelles au montant de néant \$ (37 439 \$ en 2009) ont été acquises par le biais de contrats de location-acquisition.

**14. Informations concernant le capital**

En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de maintenir des liquidés adéquates pour supporter les activités prévues en terme de services analytiques, bioanalytiques et de laboratoires médicaux. La Société inclut dans sa définition de capital, l'avoir des actionnaires, l'encaisse, les investissements à court terme et la dette à long terme. La Société a couramment des montants à payer aux fournisseurs, à la banque et aux créanciers à long terme.

Les objectifs de la Société quant à la gestion du capital sont également de maintenir une flexibilité financière dans le but de préserver sa capacité de rencontrer ses obligations financières incluant les paiements de la dette à long terme. La Société analyse présentement ses besoins en liquidité et évalue les alternatives concernant la structure des débetures, la recherche de nouveaux investisseurs ou tout autre stratégie de financement.

En gérant son capital, la Société estime ses besoins financiers futurs en préparant un budget et un plan sur plusieurs années révisé et approuvé annuellement par le Conseil d'administration de la Société. Le budget établit les activités approuvées pour l'année à venir et estime les coûts associés à ces activités. Le plan pour les prochaines années donne une estimation des activités futures et des besoins financiers potentiels et est basé sur l'évaluation par la Société de ses services courants et des résultats attendus des activités futures. Une comparaison mensuelle du budget avec les résultats réels est préparée et révisée par la direction de la Société et est présentée de façon trimestrielle au Conseil d'administration.

Historiquement, le plan de financement de la Société s'effectue principalement par l'émission de nouvelles actions ordinaires, par l'émission de bons de souscription d'actions ordinaires qui à l'exercice sont convertis en actions ordinaires, par des placements privés d'institutions diverses et par l'émission de différents instruments d'emprunt. La direction contrôle régulièrement les marchés de capitaux essayant de balancer le moment de l'émission de capitaux additionnels avec la progression de ses différents programmes, les conditions générales du marché, et la disponibilité de capital. Il n'y a aucune assurance que les fonds nécessaires seront disponibles pour la Société lorsqu'elle en aura besoin.

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 septembre 2010 et 2009

**15. Information sectorielle**

a) Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2010, les Sociétés opéraient au sein des secteurs suivants :

	Chiffre d'affaires \$	Bénéfice net (perte nette) \$	Amortis- sements \$	Actifs à long terme \$	Actifs totaux \$
Services analytiques	8 371 983	763 639	297 893	1 914 392	4 348 412
Services bioanalytiques	4 604 801	596 283	553 766	3 181 962	4 743 843
Laboratoires médicaux	3 818 919	771 759	111 947	2 042 303	2 720 538
Services de gestion	205 515	(2 911 981)	149 609	1 887 588	2 180 475
	<u>17 001 218</u>	<u>(780 300)</u>	<u>1 113 215</u>	<u>9 026 245</u>	<u>13 993 268</u>

b) Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2009, les Sociétés opéraient au sein des secteurs suivants :

	Chiffre d'affaires \$	Bénéfice net (perte nette) \$	Amortis- sements \$	Actifs à long terme \$	Actifs totaux \$
Services analytiques	8 655 766	887 666	349 871	2 271 572	4 446 634
Services bioanalytiques	5 454 293	922 970	680 740	3 907 960	4 595 563
Laboratoires médicaux	3 306 374	754 218	59 809	2 013 865	2 588 884
Services de gestion	219 101	(2 591 554)	145 888	2 053 280	3 593 753
	<u>17 635 534</u>	<u>(26 700)</u>	<u>1 236 308</u>	<u>10 246 677</u>	<u>15 224 834</u>

c) Le chiffre d'affaires est réalisé avec des clients situés dans les secteurs géographiques suivants :

	2010 \$	2009 \$
<u>Pour les neuf mois terminés le 30 septembre</u>		
Canada	12 410 263	11 424 780
États-Unis	3 310 431	4 592 465
Reste du monde	1 280 524	1 618 289
	<u>17 001 218</u>	<u>17 635 534</u>

d) Le chiffre d'affaires est réalisé dans les devises suivantes :

	2010 \$	2009 \$
<u>Pour les neuf mois terminés le 30 septembre</u>		
Dollars canadiens	12 455 968	12 307 884
Dollars U.S.	4 541 235	5 327 650
Euros	4 015	-
	<u>17 001 218</u>	<u>17 635 534</u>

## Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)

30 septembre 2010 et 2009

### 16. Opérations entre apparentés

Au cours de la période, la Société a payé 1 000 \$ par mois pour un total de 9 000 \$ (9 000 \$ en 2009) au président du Conseil d'administration de la Société pour des services rendus reliés à des mandats spécifiques relatifs aux diverses divisions opérationnelles de la Société.

Ces transactions sont comptabilisées à leur valeur d'échange, ce qui correspond à la considération déterminée et négociée entre les parties apparentées. Selon une politique de la Société, ces transactions doivent être approuvées par les administrateurs indépendants du Conseil d'administration.

### 17. Instruments financiers

#### Risques financiers

La Société est exposée à certains risques financiers dans le cours normal de ses activités, dont les risques de marché découlant des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que les risques liés au crédit et aux liquidités. La nature de ces risques financiers et la stratégie de gestion de ces risques par la Société ont peu changé par rapport à la période antérieure.

#### Juste valeur

En raison de leur échéance à court terme, la valeur comptable de certains instruments financiers correspond approximativement à leur juste valeur. Parmi ces instruments, on compte les espèces et quasi-espèces, les débiteurs, l'emprunt bancaire et les créditeurs.

La juste valeur de la dette à long terme est similaire à sa valeur au marché et correspond à celle que la Société obtiendrait pour des prêts avec des dates d'échéance et des termes semblables. Considérant les dates d'échéance des dettes à long terme au 30 septembre 2010, la juste valeur a été établie à la valeur comptable nette.

#### Risque de crédit

La Société, dans le cadre normal d'affaires, surveille la santé financière de ses clients et révisé les renseignements de solvabilité de chaque nouveau client. La Société établit une provision pour les créances douteuses qui correspond aux risques de crédit de ses clients spécifiques, aux tendances historiques et aux circonstances économiques. Chaque compte échu est révisé individuellement et une provision est comptabilisée lorsque jugé nécessaire pour déterminer la valeur nette de réalisation des débiteurs. Si la condition financière des clients se détériore et que leur capacité ou leur volonté de payer diminue, des provisions supplémentaires pour mauvaises créances sont comptabilisées. L'exposition maximale de la Société aux risques de crédit correspond à la valeur des débiteurs.

La provision pour créances douteuses de la Société est de 45 588 \$ (45 588 \$ en décembre 2009). Parmi les comptes-clients de la Société, 337 137 \$ datent de plus de 90 jours (506 600 \$ en décembre 2009). De ce montant, néant \$ (211 942 \$ en décembre 2009) sont inclus dans les revenus reportés. Tous les montants non provisionnés sont considérés entièrement recouvrables.

La Société possède un client qui compte pour approximativement 10 % des débiteurs en date du 30 septembre 2010 (deux clients représentant environ 22 % en décembre 2009).

#### Risque de taux d'intérêt

La Société utilise une marge de crédit et une partie de la dette à long terme portant intérêt à taux variables. Conséquemment, elle encourt un risque de taux d'intérêt en fonction de la fluctuation des taux d'intérêts. Une portion de la dette à long terme de la Société n'est pas sujette aux fluctuations du taux d'intérêt car elle est à taux d'intérêt fixe et conséquemment, minimise l'exposition à ce risque.

**Notes aux états financiers intermédiaires consolidés (non vérifiés)**

30 septembre 2010 et 2009

**17. Instruments financiers... suite****Risque de change**

La Société réalise certaines ventes et certains achats en devises étrangères. Conséquemment, elle est exposée au risque de change relié aux variations de ces monnaies étrangères. Les actifs et passifs incluent les montants suivants contractés en devises étrangères :

30 septembre 2010	Dollars U.S.	Euros
Encaisse	105 018	-
Débiteurs	1 227 009	-
Travaux en cours	-	-
Créditeurs	356 185	4 926
Revenus reportés	227 754	-

**Risques de liquidité**

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières. La Société gère le risque de liquidité en établissement des prévisions de flux de trésorerie de façon à déterminer les besoins de financement. La Société cherche présentement des investisseurs afin de refinancer les débentures.